Certifié conforme à l'original

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES

Édition Chronologique n° 6 du 5 février 2015

TEXTE SIGNALE

ACCORD
entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la défense.

Du *4 février 1994*

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES.

ACCORD entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la coopération dans le domaine de la défense.

Du 4 février 1994

NOR . . . . . .

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 101-1.8.7

Référence de publication : (www.basedoc.diplomatie.gouv.fr) ; signalé au BOC 6/2015.

ACCORD
entre le Gouvernement de la République Française
et
le Gouvernement de la Fédération de Russie
relatif
à la coopération dans le domaine de la défense

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie, dénommés ci-après "les parties",

- constatant leur volonté de développer de nouvelles relations fondées sur la confiance, la solidarité et la coopération.

- se référant aux articles 9 et 24 du traité signé à Paris le 7 février 1992 entre la France et la Russie,

- considérant les résultats positifs des échanges et contacts à tous les niveaux entre les parties,

- souhaitant développer les contacts et approfondir la compréhension mutuelle entre les forces armées de la France et de la Russie.

sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Fédération de Russie coopèrent dans le domaine de la défense sur la base de la réciprocité.

ARTICLE II

2.1 - La mise en oeuvre de la coopération dans le domaine de la défense est réalisée par le ministère de la défense de la République française et le ministère de la défense de la Fédération de Russie.

2.2 - L'organisation et la conduite de la coopération entre les forces armées et les grands services du ministère de la défense de chacune des parties font l'objet d'une

réunion annuelle qui se tient alternativement à Paris et à Moscou avant le 15 juillet et à laquelle participe une délégation de chaque partie.

Au cours de cette réunion est définitivement arrêté et signé le plan annuel d'échanges militaires pour l'année suivante qui aura été préparé par l'intermédiaire des attachés de défense à Paris et à Moscou. Le bilan des actions effectuées au cours de l'année écoulée est fait à cette occasion.

ARTICLE III

Afin de renforcer la compréhension et la confiance mutuelles, les parties effectuent à des intervalles réguliers des visites réciproques au niveau de chacun des ministres de la défense, des chefs d'état-major interarmées ou d'armée ou des responsables de services équivalents.

ARTICLE IV

La coopération peut porter sur différents domaines de la défense et, en particulier, donner lieu à :

4.1 - des échanges de vue sur les aspects militaires du renforcement de la stabilité et de la sécurité internationales et la recherche d'axes de développement de coopération mutuelle dans ce domaine;

4.2 - des échanges d'informations sur les concepts de défense et de sécurité;

4.3 - des échanges dans le domaine de la maîtrise des armements;

4.4 - des entretiens d'état-major réguliers entre l'état-major des armées de la République française et l'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie;

4.5 - l'échange de connaissances et d'expériences dans des domaines tels que l'organisation générale de la défense, la formation et la gestion du personnel civil et militaire, la protection sociale, la réduction des forces armées, la communication, les relations publiques, la logistique, la conception et l'organisation du service de santé militaire, l'histoire et la géographie militaire et la topographie;

4.6 - l'examen des possibilités de mener des opérations conjointes de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU et de la CSCE;

4.7 - des actions de formation des cadres, en effectuant soit des échanges, soit des accueils de stagiaires (la priorité est portée sur les jeunes officiers).

ARTICLE V

La coopération en matière d'armement et de reconversion de l'industrie de défense fait l'objet d'un accord intergouvernemental particulier.

ARTICLE VI

La coopération est réalisée selon les formes suivantes :

6.1 - des consultations de toute nature ,ou des réunions de travail informelles entre autorités de tous niveaux;

6.2 - des stages de courte durée au sein de l'administration centrale des deux ministères de la défense, dans les domaines administratif, domanial, financier et social;

6.3 - des rencontres entre délégations d'unités ou d'écoles militaires;

6.4 - des escales officielles et de routine de bâtiments des marines de guerre, des échanges et visites entre bases aériennes et unités de l'armée de terre;

6.5 - la conduite de manoeuvres et d'exercices d'entraînement conjoints, y compris des exercices à la mer avec opérations de recherches et de sauvetage en mer;

6.6 - des colloques, conférences ou séminaires;

6.7 - des échanges de documentation;

6.8 - des rencontres sportives dans le cadre du Conseil international du sport militaire (CISM).

ARTICLE VII

Les principes de financement sont les suivants :

7.1 - La partie d'envoi prend à sa charge :

- les frais de transport aller et retour entre le point de départ et le lieu de destination convenu du pays d'accueil;

- les indemnités nécessaires aux dépenses personnelles de ses ressortissants (membres de délégation et stagiaires).

7.2 - La partie d'accueil prend à sa charge :

- pour les délégations, les frais des transports de service à partir du lieu de destination convenu sur son territoire, l'hébergement et la restauration, les frais liés à l'activité elle-même (réunion, stage) et aux manifestations culturelles qu'elle pourrait organiser;

- pour les stagiaires de longue durée dans les écoles ou instituts d'enseignement militaire, les frais de scolarité.

7.3 - Le droit aux prestations du service de santé militaire des deux parties et la prise en charge financière de ces prestations sont régis par les lois et réglementations en vigueur en France et en Russie.

La partie d'envoi garantit une assurance maladie et accident pour son personnel, lorsque celle-ci n'est pas prévue par la législation nationale de l'Etat d'accueil.

Les frais de transport liés au transport d'un malade vers son Etat d'origine sont à la charge de la partie d'envoi.

7.4 - Les frais liés aux échanges sportifs sont déterminés conformément aux règlements du CISM.

7.5 - La règle générale de réciprocité ne s'applique pas aux groupes nombreux tels que musique, groupe artistique, équipe sportive hors CISM. Le financement en sera régi, dans chacun des cas, d'un commun accord entre les parties.

7.6 - Si une partie envoie chez l'autre une mission d'information informelle imprévue, elle prend à sa charge la totalité des frais. La partie d'accueil facilite les contacts demandés.

ARTICLE VIII

Les parties s'engagent à ne pas communiquer à des tiers les informations obtenues à l'occasion de l'exécution du présent accord.

Elles prennent toutes les dispositions pour assurer la protection et maintenir la confidentialité des informations considérées par l'une ou l'autre comme protégées ou classifiées.

Les informations obtenues dans le cadre de la coopération ne peuvent être utilisées au détriment des intérêts de la République française et de la Fédération de Russie.

ARTICLE IX

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Il est conclu pour une durée de cinq ans.

Si aucune des deux parties n'exprime, par écrit, six mois avant la date d'expiration l'intention de le dénoncer, le présent accord sera reconduit par tacite reconduction pour une nouvelle durée de cinq ans.

Les parties peuvent amender le présent accord d'un commun accord.

Chacune des deux parties peut dénoncer le présent accord par la voie diplomatique. Cette dénonciation prend effet 90 jours après sa notification à l'autre partie.

Fait à Moscou le 4.2.34., en deux exemplaires, chacun en langue française et russe, les deux textes faisant également foi..

Pour le gouvernement
de la République française

François Poncet

Pour le gouvernement
de la Fédération de Russie

С О Г Л А Ш Е Н И Е

между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации о сотрудничестве в области обороны

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем "Сторонами",

констатируя свою решимость развивать новые отношения, основанные на доверии, солидарности и сотрудничестве,

ссылаясь на статьи 9 и 24 Договора между Францией и Россией, подписанного в Париже 7 февраля 1992 года,

учитывая позитивные результаты обменов и контактов между Сторонами на всех уровнях,

стремясь к расширению контактов и углублению взаимопонимания между вооруженными силами Франции и России,

согласились о нижеследующем:

Статья 1

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации будут осуществлять сотрудничество в области обороны, основываясь на принципе взаимности.

Статья 2

1. Конкретные мероприятия сотрудничества в области обороны будут осуществляться Министерством обороны Французской Республики и Министерством обороны Российской Федерации.

2. Организация и проведение мероприятий сотрудничества между министерствами обороны и вооруженными силами Франции и России обсуждаются на ежегодных консультациях представителей Сторон, которые будут проводиться поочередно в Париже и в Москве до 15 июля.

В ходе консультаций окончательно определяется и подписывается ежегодная программа военных обменов на следующий год, согласование которой возлагается на Атташе по вопросам обороны в Париже и в Москве. При этом подводятся итоги осуществленных в течение прошедшего года мероприятий.

Статья 3

В целях укрепления взаимопонимания и взаимного доверия Стороны будут осуществлять на регулярной основе взаимные визиты министров обороны, начальников Штаба Вооруженных Сил Франции и Генерального штаба Вооруженных Сил России, начальников штабов видов вооруженных сил, а также иных лиц руководящего состава.

Статья 4

Сотрудничество может осуществляться в различных областях обороны, в частности:

1. Обмен взглядами по военным аспектам, касающимся укрепления международной безопасности и стабильности, и поиск путей по развитию взаимного сотрудничества в этой области.
2. Обмен информацией о концепциях обороны и безопасности.
3. Контроля над вооружениями.
4. Проведение на регулярной основе штабных переговоров между Штабом Вооруженных Сил Французской Республики и Генеральным штабом Вооруженных Сил Российской Федерации.
5. Обмен информацией и опытом в таких областях, как организация обороны, обучение и прохождение службы военным и гражданским персоналом, социальное обеспечение, сокращение вооруженных сил, связи с общественностью, материально-техническое обеспечение, концепция и организация военно-медицинской службы, военная история, география и топография.

6. Изучение возможностей проведения совместных операций по поддержанию мира в рамках ООН и СБСЕ.

7. Подготовка кадров на основе обменов, либо приема стажеров (младших офицеров в первую очередь).

Статья 5

Сотрудничество в военно-технической области и конверсии оборонной промышленности является предметом отдельного межправительственного соглашения.

Статья 6

Сотрудничество может осуществляться в следующих формах:

1. Консультации или рабочие неформальные встречи между руководящим составом всех уровней.

2. Краткосрочные стажировки в центральном аппарате обоих министерств в области административного управления, управления государственным имуществом и финансами и в области социального обеспечения.

3. Встречи между делегациями воинских частей или военно-учебных заведений.

4. Официальные визиты и деловые заходы военных кораблей, обмены подразделениями и делегациями Военно-воздушных сил и Сухопутных войск.

5. Проведение совместных военных учений и тренировок, включая учения боевых кораблей и операции по поиску и спасению на море.

6. Коллоквиумы, конференции или семинары.

7. Обмен информацией.

8. Спортивные встречи в рамках Международного Совета Военного Спорта (СИЗМ).

Статья 7

Финансирование будет осуществляться на следующей основе:

1. Направляющая Сторона берет на себя:

- расходы, связанные с проездом до назначенного пункта въезда в приглашающую страну и обратно;

- командировочные расходы ее граждан (членов делегаций, стажеров).

2. Принимающая Сторона берет на себя:

- для делегаций, расходы, связанные со служебным транспортом от назначенного пункта въезда на ее территории, с размещением и питанием, с самим мероприятием (встреча, стажировка) и с культурными мероприятиями, которые она могла бы организовать;

- для долгосрочных стажировок в военно-учебных заведениях, расходы по обучению.

3. Для обеих Сторон права на медицинское обеспечение и связанные с ним расходы регламентируются действующими во Франции и в России законами и правилами.

Направляющая Сторона обеспечивает свой личный состав медицинским страхованием на случай болезни и несчастного случая тогда, когда национальное законодательство принимающего государства этого не предусматривает.

Расходы, связанные с транспортировкой больного на родину, берет на себя направляющая Сторона.

4. Расходы, связанные со спортивными обменами, определяются в соответствии с правилами СИЗМа.

5. Общий принцип взаимности не применяется, когда речь идет о многочисленных группах (оркестр, художественная группа, спортивная команда вне рамок СИЗМа). Порядок финансирования будет определяться в каждом конкретном случае по взаимному согласию Сторон.

6. Если одна из Сторон направляет другой Стороне неформальную информационную миссию вне рамок Соглашения, то в этом случае она берет все расходы на себя. Принимающая Сторона способствует организации контактов миссии в соответствии с ее пожеланиями.

Статья 8

Стороны обязуются не передавать третьим сторонам информацию, полученную в ходе осуществления настоящего Соглашения.

Стороны обязуются принять все меры для обеспечения защиты информации, полученной в процессе сотрудничества, которая рассматривается той или иной Стороной, как секретная или подлежащая защите.

Информация, полученная в процессе сотрудничества, не может быть использована в ущерб интересам Французской Республики и Российской Федерации.

Статья 9

Настоящее Соглашение вступает в силу со дня его подписания.

Оно заключается сроком на пять лет.

Если каждая из Сторон письменно не уведомит другую Сторону не позднее чем за шесть месяцев до истечения пятилетнего срока о намерении прекратить действие настоящего Соглашения, оно автоматически будет продлено на новый пятилетний срок.

Стороны могут в любое время вносить изменения по взаимному согласию.

Каждая из Сторон может прекратить действие настоящего Соглашения, уведомив об этом другую Сторону по дипломатическим каналам, при этом Соглашение прекращает свое действие через 90 дней после указанного уведомления.

Совершено в Москве .4. февраля 1994 г. в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Французской Республики

За Правительство Российской Федерации